



COMMUNIQUE DE PRESSE

NON à une renationalisation totale de la politique agricole commune !

L'ensemble des producteurs de grandes cultures dénonce une réforme de la PAC intolérable ! Cette réforme proposée par la Commission européenne conduirait à une divergence sans limite des normes et des coûts de production agricoles. Une perspective totalement inacceptable pour les producteurs !

Paris, le 4 juin 2018 – Dans son projet de réforme de la PAC présenté aujourd'hui, la Commission européenne propose, sous prétexte d'un meilleur ciblage, que la définition des normes environnementales et l'attribution des soutiens soient entièrement décidées par chaque Etat membre.

Les aides directes seraient alors remplacées par un millefeuille encore plus complexe !

Ce projet, dépourvu de toute logique économique, comprendrait une proportion illimitée de soutiens facultatifs et arbitraires à visée sociale et environnementale.

Dans un marché européen unique, largement ouvert aux importations, cette renationalisation totale de la PAC se traduirait par d'énormes distorsions de concurrence entre agriculteurs européens ; alors même que ces derniers sont déjà soumis à des normes et à des aides de plus en plus divergentes d'un pays à l'autre, mais aussi avec les pays tiers non soumis aux mêmes exigences.

Cette réforme est d'autant plus inacceptable que les producteurs français de grandes cultures luttent depuis cinq ans pour dégager un revenu décent ! Ils font déjà face à des contraintes de production plus fortes et des soutiens plus faibles que leurs principaux concurrents européens. A travers cette réforme, ils verraient leur compétitivité lourdement pénalisée.

Les producteurs de grandes cultures, attachés depuis son origine à la construction européenne, s'opposent à cette mort programmée de la PAC dont le budget serait amputé de 12 %. Ils refusent cette vision qui nie la contribution majeure des grandes cultures à notre économie et à la cohésion sociale et territoriale de la France.

Les producteurs de grandes cultures s'attacheront, dans les mois qui viennent, à convaincre les autorités françaises, la Commission et le Parlement européens d'amender ce projet délétère pour retrouver le chemin d'une agriculture compétitive et respectueuse des ressources naturelles dans une Europe unie.

Contact presse :

AGPB	AGPM	CGB	FOP
Emilie DURAND edurand@agence-rdn.com	Anne KETTANEH anne.kettaneh@agpm.com	Carine ABECASSIS cabecassis@cgb-france.fr	Thibaut LEDERMANN t.ledermann@fopoleopro.com
06 23 47 67 47	06 83 22 05 01	01 44 69 41 36	01 40 69 48 81